Prix et salaires :

Par Zoubir Zemzoum

Pour résoudre certains problèmes récurrents, secrétés par leur mauvaise gouvernance, dans les différents secteurs de la vie nationale, nos dirigeants ont pris la mauvaise habitude de s'attaquer aux effets et non aux causes des maux qui entravent, ou dénaturent, le bon fonctionnement de nos institutions, détournent de leurs objectifs nos plans de développement et retardent, bien souvent, la satisfaction des besoins matériels et immatériels de nos populations.

L'exemple des carburants

L'exemple du trafic du carburant, à nos frontières, illustre, parfaitement, cette ligne de conduite de nos responsables. En dénonçant l'ampleur de ce mal endémique dont les préjudices causés à notre économie et à nos finances publiques sont incalculables, notre ministre de l'Energie a pris, pour une fois, son courage à deux mains, pour tirer la sonnette d'alarme sur la gravité de ce «cancer» qui rogne nos finances. Emboîtant le pas à son ministre, le Premier ministre affirme, quant à lui, sa détermination à engager une lutte sans merci contre les trafiquants d'essence. Il nous prédit, dit-il, une lutte implacable contre cette mafia organisée du pétrole. Pour ce faire, il s'en remet à la sempiternelle «conjugaison des efforts de tout le monde» pour stopper cette hémorragie. Le ton dur employé par le Premier ministre et sa volonté affichée d'en découdre avec les trafiquants nous renseignent sur le caractère essentiellement répressif des mesures envisagées pour colmater les brèches ouvertes dans notre réseau de distribution énergétique.

Dans ce genre de combats, l'expérience nous a enseigné, pourtant, que l'intensification des contrôles de nos frontières n'est pas la solution appropriée. Tout le monde sait que le dispositif de surveillance mis en place par les autorités sera battu en brèche par le génie malfaisant des différents intervenants dans ce commerce illicite. Les contrebandiers ne se font pas trop de soucis, d'ailleurs, sur l'issue de cette expédition. Ils savent que ces coups de pied périodiques donnés dans la fourmilière ne peuvent les gêner longtemps dans leur entreprise. De telles actions nous prouvent, encore une fois, que le recours à la politique de l'autruche privilégiée par les pouvoirs publics, ne résoudra pas la question de fond qui les interpelle. En s'entêtant à agir sur les effets de ces phénomènes plutôt que sur leurs causes, ils ne pourront jamais extirper le mal à sa racine. Si nous sommes d'accord avec le ministre de l'Energie pour dire que «la contrebande du carburant est une gangrène pour l'économie nationale» et l'appuyons, dans sa volonté de mettre un terme à ce trafic, nous ne pouvons approuver, par contre, les mesures aléatoires préconisées par le gouvernement pour éradiquer ce fléau, parce que nous sommes convaincus de leur inefficience, pour la simple raison qu'elles ne visent pas le tarissement de la source génératrice de ce trafic.La mobilisation des organismes de surveillance ne peut, à elle seule, pour des raisons évidentes, connues de tout le monde, venir à bout de tous les réseaux mafieux gravitant autour de ce trafic de carburant. Cette politique, expérimentée déjà dans d'autres domaines, a démontré toute la nullité de ses résultats. Tout le monde sait que la source du mal réside dans le bas prix de notre essence, par rapport à celui affiché dans les stations-service des pays limitrophes.

Tout le monde sait que la source du mal réside dans le bas prix de notre essence, par rapport à celui affiché dans les stations-service des pays limitrophes.

Après un examen minutieux des tenants et des aboutissants de ce dossier, la logique exige de nos autorités, une réflexion approfondie sur le comment faire pour ajuster le prix de notre essence à celui de nos voisins, sans pour autant porter préjudice au pouvoir d'achat de nos concitoyens les plus démunis, sans un surenchérissement des coûts de production pour nos entrepreneurs.

Certes, les retombées de cet ajustement des prix influeront négativement sur les prix des carburants, et par ricochet, sur le pouvoir d'achat des citoyens les plus démunis.

Elles constitueront, sans doute, une charge supplémentaire pour nos entrepreneurs qui se plaignent, déjà, du manque de compétitivité de leurs produits inhérent à la concurrence déloyale qui leur est imposée par les importateurs. N'en déplaise à tous les avis contraires à cette mesure, l'ajustement des prix de l'essence, comme d'ailleurs celui de tous les produits importés, est le premier levier de commande d'une véritable et déterminante politique de remise en ordre de notre économie et d'assainissement de notre commerce extérieur et intérieur. Pour démentir les arguments avancés, bien évidemment, par les porte-parole de la mafia de «l'import-import», l'Etat dispose, pour peu que ses dirigeants aient le courage politique d'appliquer cette vérité des prix à tous les produits importés, des justificatifs politiques, économiques, financiers, sociaux, écologiques et moraux, pour formuler et défendre l'argumentaire plaidant pour l'acuité, la fiabilité et, donc, la faisabilité d'une telle mesure, des plus salutaires pour le pays.

Recensant, tout d'abord, les avantages escomptés par cette décision. L'ajustement des prix de l'essence sur ceux de nos voisins va arrêter, sans aucun doute, immédiatement et sans coup férir, cette hémorragie. Elle mettra, de ce fait, un terme à ce trafic et éliminera, en même temps, la corruption provoquée par la contrebande et réduira, sensiblement, la pénétration sur le sol national, des produits prohibitifs, éminemment nocifs pour la santé de notre jeunesse et dangereux pour notre sécurité, comme le cannabis, le tabac, les armes, etc. Car, c'est avec l'argent de ce trafic de carburant et autres articles chèrement importés par le pays, que les trabendistes financent tous ces produits interdits à l'importation. La répercussion de cet ajustement des prix de l'essence sur ceux de nos voisins se traduira, aussi et immédiatement, par une réduction significative de nos importations de carburant et une diminution de l'enveloppe en devises qui lui est consacrée. Le pays va économiser, en outre, non seulement les quantités d'essence écoulées sur le marché de nos riverains mais aussi, une partie, de celle consommée abusivement, par nos concitoyens, car la cherté du carburant réduira l'utilisation inopportune des voitures qu'on voit circuler sans raisons valables à longueur de journée. Le volume d'importation des véhicules neufs baissera et celui de leur facture, aussi. Cette tendance à l'économie du carburant et à la réduction de l'achat de véhicules neufs agira positivement, enfin, sur l'environnement, par une diminution de la pollution et sur la densité de la circulation et la sécurité routière, par un recul du nombre des accidents. A tous ces avantages, qu'on ne met jamais sur un plateau de la balance des paiements, on nous oppose, sur l'autre, le poids de l'effet négatif, de cette augmentation des prix de l'essence, sur le pouvoir d'achat des citoyens les plus démunis et sur le coût de production dans nos entreprises industrielles et agricoles.

Cet argument qui nous est balancé à la figure, chaque fois qu'on évoque la nécessité de cette parité des prix, ne tient pas la route. A ce sujet, il faut prendre l'exemple sur les pays voisins. Si les Tunisiens et les Marocains, dont le niveau de vie et le pouvoir d'achat sont inférieurs à ceux de l'Algérien, s'accommodent de la cherté de leur carburant, pourquoi l'Algérien ne l'admettrait-il pas ? Il faut préciser, en outre, que l'augmentation du prix du carburant ne touchera que les salariés à moyen et faible revenus, car, ceux dont les émoluments mensuels dépassent les cent mille dinars, et les nantis peuvent supporter aisément de telles charges. Cet argument, défendu surtout par les mandants de ce trafic, ne doit pas constituer une entrave à l'application de ce réajustement, inéluctable, des prix de nos carburants. Quant à nos entreprises, l'Etat est en mesure de réduire les effets négatifs de cette augmentation du prix de nos carburants, sur la compétitivité de nos entreprises, grâce à la ristourne financière récupérée sur l'enveloppe attribuée à l'importation de l'essence. Une ponction sur celle-ci serait la bienvenue pour les entreprises en difficulté, sous forme d'aides d'encouragement à la production ou d'allègements fiscaux que nos entrepreneurs jugent, déjà, assez lourds. Ce qui nous paraît logique et réalisable pour les carburants peut l'être aussi pour tous les produits soutenus par l'Etat.

En alignant le taux de réévaluation du dinar sur, au moins, la valeur des monnaies de nos pays voisins, nous donnerions un argument politique supplémentaire, aux plus réticents parmi nos décideurs, pour aller dans le sens de cette convertibilité du dinar, hâter l'application de la vérité des prix et mettre, enfin, un terme aux soutiens des produits de première nécessité qui n'ont plus leur raison d'être.

Vers la réévaluation du dinar

Pour compenser le taux de perte du pouvoir d'achat des salariés et des travailleurs les moins nantis, les pouvoirs publics pourraient, là aussi, puiser dans la cagnotte de la ristourne, assez conséquente, tout de même, si on se réfère à la baisse substantielle effectuée sur la facture de nos importations, pour réajuster les salaires des travailleurs à moyens et faible revenus, sans pour autant accroître notre déficit budgétaire.

Il est possible, aussi, d'établir l'équilibre recherché, entre les prix et les salaires, par une réévaluation du dinar. Pour de nombreux spécialistes en la matière, un débat, serein et approfondi sur cette option, doit être engagé pour déterminer les conditions de sa faisabilité et indiquer les techniques à mettre en œuvre pour sa réalisation. Questionnés à ce sujet, certains financiers et économistes estiment qu'aujourd'hui, rien ne s'oppose à la convertibilité du dinar.

Suggérée naguère par le FMI et la Banque mondiale, la dévaluation du dinar n'a pas drainé les investissements escomptés par les pouvoirs publics et n'a pas été d'un grand secours pour nos exportations puisque nous produisons peu de choses. Tous les indicateurs économiques et financiers du pays plaident pour cette convertibilité du dinar. La réévaluation de notre monnaie est un moyen d'appui à l'application de la vérité des prix dont nous avons énuméré tous les avantages. Elle permet également au citoyen, à bas et moyen salaire, grâce à la plus-value apportée à son pouvoir d'achat, de faire face aux effets négatifs de la vérité des prix, et aux gouvernants de minimiser les conséquences financières d'une possible augmentation des salaires sur le budget de l'Etat. En alignant le taux de réévaluation du dinar sur, au moins, la valeur des monnaies de nos pays voisins, nous donnerions un argument politique supplémentaire, aux plus réticents parmi nos décideurs, pour aller dans le sens de cette convertibilité du dinar, hâter l'application de la vérité des prix et mettre, enfin, un terme aux soutiens des produits de première nécessité qui n'ont plus leur raison d'être. Voilà une politique judicieuse qui, par la maîtrise des prix et des salaires obtenue en fin de parcours, peut engager le pays sur la voie de l'assainissement de ses finances à travers la consolidation des équilibres de son budget, et assurer ainsi, à son économie une croissance soutenue et un développement durable.

La vérité des prix, soutenue par la réévaluation du dinar, ainsi située politiquement et comprise économiquement et socialement, doit être parmi les préoccupations majeures du gouvernement, car elle actualise, sur un autre plan, l'autre facette, la plus hideuse, de ce trafic de l'essence, celle de la corruption dont le développement et la généralisation à toutes nos institutions est des plus inquiétantes.

C'est une gangrène nourrie par la multiplication et le tissage des réseaux mafieux et spéculatifs, engendrés par une politique d'importation anarchique et déraisonnée et une organisation anachronique de notre commerce externe et interne. Pour toutes ces raisons, la vérité des prix reste, nous en sommes convaincus, le moyen le plus indiqué pour remettre de l'ordre dans notre politique d'importation et dans notre modèle de consommation. La boulimie de l'Algérien, relevée durant le mois de Ramadhan, est pour beaucoup dans l'amenuisement de son pouvoir d'achat. Encouragée par l'offre démesurée des produits importés, la surconsommation des ménages est à l'origine de l'endettement auquel recourt le citoyen pour satisfaire ses nouveaux besoins. C'est dans la fringale de l'Algérien qu'il faut trouver, aussi, une raison objective à l'amenuisement de son pouvoir d'achat, bien plus que dans celle découlant de l'inflation.

L'offre et la demande

Si la demande s'adapte souvent à l'offre, celle-ci a tendance à provoquer et à attiser la demande en élargissant ses espaces par la diversité et la qualité de ses produits proposés sur le marché.

Avant la politique de libéralisation de notre économie, décidée par nos dirigeants, sous la pression du FMI et de la Banque mondiale, le citoyen algérien avait pris l'habitude de consommer ce que le marché lui offrait en produits nationaux et ceux étrangers importés par l'Etat. Comprimée à l'extrême, l'offre n'avait pas un impact sérieux sur le pouvoir d'achat du citoyen dont le salaire suffisait, alors, à satisfaire ses besoins primaires.